

Communiqué sur les detentions des DDH en Tunisia

Nous, organisations de la société civile soussignées, exprimons notre profonde inquiétude face à l'exacerbation et à la diffusion de théorie conspiratoire qui perpétuent le racisme et l'hostilité envers les étrangers en Tunisie. Ces récits négligent les causes sous-jacentes de la crise et ciblent injustement les migrants subsahariens, aggravant ainsi leur situation déjà précaire.

Riahi Sherifa, militante des droits de l'homme très respectée et membre appréciée du comité directeur d'AfricanDefenders, a récemment été appréhendée et placée en garde à vue en vertu de la loi 2015-26 **sur le terrorisme** et le blanchiment d'argent. Cela concerne son travail sur les migrants subsahariens lorsqu'elle était directrice exécutive de Terre d'Asile. De même, Saadia Mosbah, la présidente de l'association "Mnemty", a également été placée en garde à vue pour enquête. Ladh Bousselmi, l'actuel directeur exécutif de Terre d'Asile, a été placé en garde à vue dans le cadre de la même affaire. Il est déconcertant que les autorités utilisent de telles tactiques pour intimider les associations qui apportent de l'aide aux migrants et aux demandeurs d'asile en Tunisie.

Cette décision fait suite à une déclaration du président Kais Saeid, le 7 mai, lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à l'immigration clandestine. Le président Saeid a fait **remarquer** que les associations recevant un financement étranger important étaient considérées comme des « traîtres et des agents » et ne devaient pas supplanter le rôle de l'État dans la gestion des migrations et la lutte contre la traite des êtres humains.

Nous condamnons sans équivoque la **déclaration** du Président Kais Saïed sur les immigrés subsahariens, qui a affirmé qu' ***"il existe un plan criminel pour changer la composition du paysage démographique en Tunisie, et certains individus ont reçu de grosses sommes d'argent pour donner une résidence à des migrants subsahariens"***. Nous pensons qu'une telle déclaration est purement raciste et xénophobe et qu'elle sert de base à une vague de faux récits sur les immigrés subsahariens, conduisant en fin de compte à la répression contre les défenseurs des droits de l'homme.

Nous sommes très préoccupés par le fait que les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme soient continuellement fustigés et vilipendés en Tunisie. Nous exprimons donc notre soutien indéfectible à toutes les organisations et associations qui font l'objet de telles campagnes et à tous les militants qui sont victimes de diffamation et de poursuites.

Nous dénonçons fermement les actes croissants d'intimidation, de harcèlement et de détention des défenseurs des droits de l'homme. Nous demandons d'urgence la libération immédiate de tous les militants détenus pour leurs activités associatives et l'arrêt de toutes les poursuites à leur encontre. Avec la plus grande gravité, nous demandons aux autorités de trouver des solutions pratiques à cette crise et de veiller à ce que tous les militants détenus soient libérés immédiatement.

Nous exhortons les autorités à formuler des politiques pour résoudre cette crise humanitaire en collaboration avec les organisations de la société civile et les associations sans porter atteinte à la fierté des Tunisiens d'appartenir à leur continent, à leur région et à leur histoire.

Signataires

1. African Initiative of Women Human Rights Defenders (WHRD Initiative)
2. AfricanDefenders (Pan-African Human Rights Defenders Network)
3. Algerian Human Rights Network.
4. Coalition Burkinabé des Défenseurs des Droits Humains
5. Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits de l'Homme
6. Coalition des volontaires pour la paix et le Développement (CVPD , Goma)
7. Coalition Ivoirienne des Défenseurs des droits humains
8. Coalition Malienne des Défenseurs des Droits Humains
9. Coalition Sénégalaise des Défenseurs des droits Humains
10. Coalition Togolaise des Défenseurs des droits Humains
11. DefendDefenders (East and Horn of Human Rights Defenders Project)
12. Defenders Coalition Kenya
13. Gender Centre for Empowering Development (GenCED)
14. Human Rights Defenders Network – Sierra Leone
15. La Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'Homme
16. National Coalition of Human Rights Defenders – Somalia and Somaliland
17. National Coalition of Human Rights Defenders – Uganda
18. Network of Frontline EHRD in Tanzania (NET-FEHRD's).
19. Oil Refinery Residents Association (ORRA)
20. PILEX Centre For Civic Education Initiative
21. Protection International Africa
22. Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC)
23. Réseau Nigérien des Défenseurs des Défenseurs des droits Humains
24. Réseau Ouest-Africain Des Défenseurs Des Droits De L'homme
25. South Sudan Human Rights Defenders Network
26. Southern Africa Human Rights Defenders Network (SouthernDefenders)
27. Tanzania Human Rights Defenders Coalition
28. Youth Concern on Environment and Development (YCED-UGANDA)

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Joseph Bikanda

Coordinateur d'AfricanDefenders :

Josephb@africandefenders.org (anglais et français)

ou

Info@africandefenders.org